



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Deuxième chambre

La demande d'avis introduite le 22 décembre 2022 par le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement de la Communauté française sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Écureuil peut octroyer des avances de fonds', portant le numéro 72.829/2 du rôle de la section de législation du Conseil d'État, a été rayée du rôle le 30 décembre 2022, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.